

LA RECHERCHE
DANS LE RÉSEAU
DE L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC



**Plaidoyer
pour
la paix**



SOMMAIRE

- 3** Décoloniser et réconcilier les savoirs
- 6** Comment rétablir la paix ?
- 8** Prévenir les crises pour un avenir serein
- 10** Pauvreté et préjugés : la double peine
- 12** Comprendre la radicalisation des jeunes
- 13** Grandir heureux et trouver sa place
- 14** Se parler malgré les différences
- 16** Restaurer la confiance politique

Œuvrer pour le dialogue et l'ouverture

L'année qui s'achève a été marquée par des guerres meurtrières, notamment à Gaza, en Ukraine et au Soudan. Elle a aussi été le théâtre de crises migratoires, d'événements climatiques extrêmes et d'affrontements politiques à couteaux tirés. Au cours de la dernière décennie, les conflits et les catastrophes se sont multipliés, au point que l'on parle désormais de « polycrises ».

Peut-être pour conjurer le sort, l'Assemblée générale des Nations unies a déclaré 2025 « Année internationale de la paix et de la confiance ». Dans les universités, on n'a pas attendu cette annonce pour réfléchir aux injustices, aux discriminations et aux préjugés qui font le lit des tensions sociales, religieuses, ethniques ou politiques. Loin de se contenter de décrire la situation, des scientifiques de toutes disciplines élaborent des solutions pour cultiver le vivre-ensemble et préparer un avenir plus serein.

Cette recherche pour le dialogue et la paix se fait dans l'ombre, loin des estrades politiques. Mais elle fait briller une lueur d'espoir !

Ce dossier est inséré dans le numéro de décembre 2024 du magazine *Québec Science*. Il a été financé par l'Université du Québec et produit par le magazine *Québec Science*.

Les dix établissements de l'Université du Québec ont pour mission de faciliter l'accessibilité à l'enseignement universitaire, en plus de contribuer au développement scientifique du Québec et au développement de ses régions.

Coordination : Marine Corniou, Bruno-Pierre Cyr et Etienne Carbonneau, en collaboration avec les dix établissements de l'Université du Québec

Rédaction : Gabrielle Anctil, Mélissa Guillemette, André Lavoie, Sophie Mangado, Laurence Niosi et Renaud Manuguerra-Gagné

Révision-correction : Christine Dumazet et Ariane Dupuis

Direction artistique : Danielle Sayer

Illustration de couverture : Shutterstock.com



Décoloniser et réconcilier les savoirs

Il n'y a pas si longtemps, la science se faisait aux dépens des communautés autochtones, menant à des abus parfois cruels.

Aujourd'hui, le milieu universitaire a entamé un processus de réconciliation pour construire un avenir collaboratif.

Morceaux choisis.

Par **Gabrielle Anctil**

Pour **Suzy Basile**, le tournant s'est produit lorsqu'elle est tombée par hasard sur une photo de ses grands-parents dans une monographie à la bibliothèque. Ceux-ci n'avaient aucun souvenir de cette photo prise de dos, ni même qu'on leur ait demandé leur consentement. Pire : « on parlait des Atikamekw d'une manière qui ne correspondait pas du tout à la réalité », se souvient la professeure à l'École d'études autochtones de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue (UQAT).

Celle qui a été la première femme atikamekw à obtenir un doctorat a ainsi compris qu'elle avait un rôle à jouer

pour mettre fin aux pratiques choquantes de la recherche scientifique. Aujourd'hui titulaire de la Chaire de recherche du Canada sur les enjeux relatifs aux femmes autochtones, elle est bien placée pour savoir que la science peut aussi aider à passer outre ce passé, qui a miné les relations entre les institutions scientifiques occidentales et les peuples autochtones.

SOMBRE HISTOIRE

« Les peuples autochtones ont fait les frais de plusieurs disciplines, comme l'anthropologie ou la biologie », rappelle Suzy Basile. Ainsi, des enfants vivant dans des pensionnats ont servi de cobayes dans des recherches qui sont à l'origine du *Guide alimentaire canadien*; de nombreux brevets de médicaments ont été obtenus grâce aux savoirs autochtones; on a développé des vaccins et des méthodes de chirurgie aux dépens des peuples autochtones. « La liste est trop longue pour tout énumérer », dit la chercheuse en soupirant.

Il faudra attendre les années 1980 pour que ces pratiques retiennent l'attention du public. À cette période, un chercheur de l'Université de Colombie-Britannique avait prélevé des échantillons sanguins auprès de la communauté Nuu-chah-nulth pour mener des études sur la polyarthrite rhumatoïde. Jusque-là, rien de bien pernicieux. À son départ de l'Université, le chercheur emporte les échantillons avec lui dans d'autres laboratoires, les prêtant même



Suzy Basile

à plusieurs collègues pour qu'ils mènent leurs propres recherches sur de tout autres sujets – sans en informer les participants et participantes. Lorsque la situation est découverte, elle cause un scandale. Le sang a finalement été détruit en 2013.

L'affaire provoque une onde de choc dans les communautés autochtones du pays. « Les gens se disaient "ça s'est peut-être passé chez nous!" » se souvient Suzy Basile. C'est ainsi que naissent divers protocoles pour encadrer ce type de recherche, dont le principe PCAP, pour « propriété, contrôle, accès et protection », qui stipule que les Autochtones sont propriétaires des données collectées lors d'études scientifiques.

LA RÉCONCILIATION AU MENU

Aujourd'hui, de nombreuses initiatives œuvrent à réparer les pots cassés. « La recherche impliquant les peuples autochtones a beaucoup évolué ces dernières années, passant de la recherche *sur* les Autochtones à la recherche *avec* les Autochtones, jusqu'à la recherche *contrôlée par* les Autochtones », écrivait même Suzy Basile en 2012.

Carole Lévesque, professeure titulaire au Centre Urbanisation Culture Société de l'Institut national de la recherche scientifique (INRS), constate elle aussi une transformation. « Nous sommes dans une ère de décolonisation des savoirs. Il importe de défaire les rouages des pratiques et des façons de penser qui, par le passé, ont mené à la stigmatisation, au rejet, à l'exclusion. »

Ce désir se manifeste notamment par la popularité grandissante de l'approche de coconstruction en recherche, qui implique de travailler en relation étroite avec les Autochtones dès les balbutiements d'un projet. « On doit se baser sur des relations qui se construisent à travers le temps, explique la chercheuse. On ne fait pas de la coconstruction simplement en s'asseyant avec une personne d'une autre culture! » De fait, cette approche demande de s'interroger sur la



posture qu'un chercheur ou une chercheuse adopte lors d'un processus de recherche. « Vous n'êtes pas seulement une personne issue du monde universitaire, vous êtes aussi une personne avec des expériences de vie. En contexte autochtone, ce que chaque personne est est aussi important que ses savoirs », ajoute-t-elle.

Donna Mergler, neurophysiologiste et professeure émérite au Département des sciences biologiques de l'Université du Québec à Montréal (UQAM), est elle aussi convaincue de l'importance de reconnaître que derrière le vernis universitaire se trouvent des humains « influencés par tout ce qui les entoure ». « Il faut remettre en question le fait que la science est neutre. Je préfère utiliser le mot "rigueur", parce que l'objectivité n'existe pas. Dans les questions qu'on pose, l'analyse qu'on choisit, nous sommes humains. Mais une fois que l'hypothèse est posée, il faut être le plus rigoureux possible en apportant la réponse. »

Pionnière de la recherche participative, elle travaille avec la communauté anishinabek de Grassy Narrows, en Ontario, pour étudier les effets à long terme d'un empoisonnement au mercure causé par des déversements d'une usine de pâtes et papiers dans les cours d'eau. Selon elle, les idées préconçues et les préjugés ayant servi à justifier les violences passées sont encore

présents aujourd'hui et peuvent venir teinter les interactions, même dans un contexte scientifique. « Il faut se souvenir à tout moment que les Autochtones sont dans un contexte de colonisation », souligne-t-elle.

TENIR COMPTE DE TOUS LES SAVOIRS

« L'UQAT reconnaît que les savoirs autochtones sont tout aussi importants que les savoirs scientifiques », soulignait le recteur de l'Université, Vincent Rousson, par voie de communiqué fin 2023, annonçant par la même occasion que toute la population étudiante de l'établissement recevrait une formation sur les perspectives autochtones d'ici 2026.

Cette déclaration illustre un élément important de la réconciliation : l'importance de respecter les savoirs autochtones. « Il existe encore une propension à prendre les savoirs scientifiques plus au sérieux, constate Suzy Basile. Il reste beaucoup de travail à faire. » Elle remarque que certaines recherches prétendent valider les connaissances autochtones, ce qui sous-entend que ces dernières sont moins fiables.

« Les savoirs ne sont pas que des informations, explique Carole Lévesque. Ils renvoient aussi à des habiletés, à des manières d'interagir, à des formes de socialisation, d'apprentissage. » Plutôt que de faire des comparaisons, elle invite plutôt à considérer toutes les



Carole Lévesque

options avec l'esprit ouvert : « Quelles sont les réalités que l'on souhaite décrire ? Quels sont les savoirs les plus aptes à décrire une situation ? » Tel un graphique à bandes ou un diagramme circulaire, les deux approches ont des avantages et des inconvénients selon la situation. Il importe surtout de reconnaître leur pertinence respective.

« Avant, on voyait les biologistes arriver en hélicoptère, prendre des échantillons de moustiques et repartir, illustre Suzy Basile. Le gardien de territoire était le dernier informé. Son savoir n'était pas pris en considération. Maintenant, ce serait malvenu de ne pas l'inclure. »

« La reconnaissance et la réciprocité sont les moteurs à partir desquels je travaille », résume Carole Lévesque, qui est aussi cofondatrice du Réseau de recherche et de connaissances relatives aux peuples autochtones (DIALOG), basé à l'INRS.

EN ROUTE VERS LA DÉCOLONISATION

Malgré les embûches, le progrès vers la réconciliation est tangible, constate la Crie Janet Mark, qui travaille à l'UQAT. Elle est conseillère stratégique à la réconciliation et à l'éducation autochtone du service Mamawi Mikimodan, qui signifie « faire ensemble » en anishnaabemowin, depuis sa fondation en 2021. « Au sein de l'Université, c'est sûr qu'il y a des gens qui ne font que commencer leur travail de réflexion, observe-t-elle. L'important est de mettre le temps et l'énergie pour apprendre. Il

faut aussi une volonté institutionnelle. » Selon elle, l'UQAT a montré un désir sincère de s'engager dans ce travail.

D'ailleurs, depuis quelques années, les annonces liées à ce processus se multiplient : dévoilement d'un principe de reconnaissance territoriale, ajout d'un jour férié pour la Journée nationale de la vérité et de la réconciliation, développement d'un coffre à outils pour « mettre en valeur les savoirs et les réalités autochtones », création d'un espace extérieur « d'enseignement, de partage et de réconciliation ». Toutes ces mesures s'inscrivent dans un plan d'action lancé en 2019.

Ce n'est que le début : Janet Mark, en collaboration avec le décanat aux études, travaille à la refonte d'outils utilisés par l'UQAT, depuis le développement de programmes jusqu'à l'évaluation de cours, pour y ajouter des questions incitant à réfléchir aux préoccupations autochtones. « Est-ce que des contenus en lien avec les cultures autochtones ont été abordés lors du cours ? Quels sont vos besoins d'apprentissage ? » sera-t-il désormais demandé aux étudiants et étudiantes. En cas de création de programmes, une case sera ajoutée pour indiquer si le projet a pour origine un appel à l'action issu de l'une des commissions d'enquête liées aux Autochtones. « On ne fait pas que du travail en surface : on change les systèmes, on fait les choses autrement, souligne Janet Mark. C'est ça, la décolonisation. » ■



Donna Mergler

Comment rétablir la paix ?

Par Mélissa Guillemette



En 1949, *La colombe* de Picasso devenait un symbole de paix. Quelque 75 ans plus tard, son vol n'est malheureusement pas terminé. Au cours de la dernière année, la planète a été le théâtre de 56 conflits, soit le pire bilan depuis la Seconde Guerre mondiale, selon le Global Peace Index 2024.

Pour inverser la tendance, il faut miser sur la justice sociale et l'éducation à la démocratie, affirme le professeur de l'Université du Québec en Outaouais (UQO) **Paul R. Carr**. Titulaire de la Chaire UNESCO en démocratie, citoyenneté mondiale et éducation transformative (DCMÉT), il travaille avec des collègues de plusieurs pays pour trouver des façons de « cultiver la paix ».

En tant que sociologue, quel regard portez-vous sur notre époque ?

Le monde ne va pas très bien. Des conflits sont très visibles, comme celui

en Ukraine; environ 300 000 Ukrainiens sont venus au Canada en trois ans. Mais il y a beaucoup de conflits dont on ne parle pas : au Myanmar, au Soudan, en Amérique latine...

Les inégalités sociales sont en croissance. Des mouvements d'extrême droite gagnent en popularité un peu partout. Des problèmes persistent : le soutien aux dictatures, la vente d'armes, le non-respect des droits de la personne, les féminicides, les réactions xénophobes aux migrations du Sud global vers le Nord, les relations tendues avec les peuples autochtones.

La démocratie est très faible en ce moment et elle n'est pas habile pour faire face aux vrais problèmes. Le système est fait pour la guerre, pas pour la paix.

La paix, est-ce une affaire d'État ?

La paix, ce n'est pas juste l'absence de guerre. La paix est entravée par toute la violence qu'on peut connaître dans la société. En ce qui a trait aux

individus, c'est le harcèlement, le cyberharcèlement, les agressions faites aux femmes, la discrimination...

Sur un autre plan, il y a la violence dans l'État. Ce dernier travaille pour certains intérêts et des personnes sont mieux protégées que d'autres. Pensons au profilage racial, aux gens qui ont la peau foncée et qui se font interpellés plus souvent que les autres quand ils conduisent. Pensons aussi aux Autochtones : que peuvent-ils faire sur leurs territoires non cédés ? Enfin, beaucoup de pays soutiennent le développement, la production et la vente des armes pour tuer ; ils sont donc complices des guerres.

Vous voyez le concept de citoyenneté mondiale comme un levier pour changer les choses. Que comprend-il ?

Ce concept a été façonné par l'UNESCO, mais la communauté de la recherche le reprend. En gros, c'est l'idée qu'on peut

Vous vous intéressez au racisme depuis votre doctorat. Comment le contrer ?

Il faut éviter de dire que le racisme n'existe pas. Cela a un effet néfaste sur les gens, bien au-delà du fait de simplement les froisser. Nier son existence bloque le système éducatif qui pourrait élaborer des politiques et offrir des activités, des manuels sur le sujet. Je pense que les gens qui ne sont pas « de couleur » doivent s'engager.

Je donne un cours en sociologie de l'éducation et on parle d'antiracisme pendant quelques semaines. Au début, beaucoup d'étudiants disent que le racisme n'existe pas. Mais avec le temps et les réflexions, ils finissent par raconter des cas de racisme dont ils ont été témoins au restaurant où ils travaillent ou dans leur famille. On peut faire beaucoup avec l'éducation et c'est cela qui me motive. Il faut créer l'espace pour des dialogues sans violence.



Paul R. Carr

C'est important de cultiver la démocratie au-delà du thème des élections. On apprend aux jeunes qu'il faut voter, mais on doit également leur apprendre à débattre sans s'entre-tuer ! À créer des projets ensemble aussi.

Vous vous intéressez plus particulièrement à l'éducation transformatoire. De quoi s'agit-il ?

Notre Chaire est inspirée des travaux de Paulo Freire [1921-1997], philosophe et éducateur brésilien. Il misait sur la conscientisation et l'émancipation. Selon lui, il ne fallait pas donner une « éducation bancaire », c'est-à-dire enseigner des choses inutiles que l'on doit régurgiter ensuite. Il voulait que les gens puissent s'inspirer de leur propre situation, de manière critique, pour comprendre les relations sociales, l'oppression et les inégalités, et changer les choses.

Qu'est-ce qui vous donne de l'espoir ?

J'espère qu'on pourra collectivement revoir la notion de démocratie pour en créer une vraie. Les élections sont devenues, d'une certaine manière, une simple question de savoir qui va gagner, comment, qui a le plus de fonds, qui insulte l'autre...

J'ai foi dans la créativité de l'être humain, dans sa capacité à rassembler et à intégrer des voix qui ne sont pas nécessairement bien entendues. ■

et qu'on doit dépasser l'attachement à une nation.

Les États déclarent la guerre en nos noms. Mais les citoyens ne sont pas toujours d'accord. Ainsi, plus d'un million de Russes ont quitté leur pays depuis le début de l'invasion de l'Ukraine. En Israël, des centaines de milliers de personnes ont manifesté contre la guerre.

C'est précisément l'utilité de la citoyenneté mondiale : se rendre compte que les États-nations prennent des décisions qui ont des conséquences sur nous, pas juste sur les plans économique, politique et social, mais aussi sur le plan humain.

Ainsi, on peut faire face à nos problèmes ensemble – la dégradation de l'environnement, les inégalités sociales, les migrations, les guerres –, des choses qui dépassent largement les frontières d'un État. Je suis sûr que les soldats qui s'affrontent ont beaucoup plus en commun entre eux qu'avec leurs dirigeants.

Comment l'éducation peut-elle inciter à la paix ?

Le grand débat à l'OTAN concerne l'augmentation des investissements militaires. Et si on allouait plutôt ces sommes à l'éducation ? Car si on n'a pas une éducation pour la paix, c'est qu'on a probablement une éducation pour la guerre.

On devrait aborder plus frontalement la justice sociale à l'école. Le primaire et le secondaire sont des années particulièrement formatrices. C'est un bon moment pour apprendre à vivre en communauté et pour aborder des questions controversées. Par exemple : pourquoi la pauvreté existe-t-elle et qu'est-ce qui pourrait changer la donne ?

À la place, en éducation, on mise beaucoup sur l'employabilité, les évaluations, les tests PISA [Programme international pour le suivi des acquis des élèves]... D'ailleurs, nos projets de recherche montrent que la plupart des gens qui se sentent très engagés envers la démocratie le sont grâce à ce qu'ils ont appris à l'extérieur de l'école.



Prévenir les crises pour un avenir serein

Les crises sanitaires, climatiques ou migratoires se succèdent dans l'actualité. Afin d'éviter les catastrophes, des scientifiques développent des modèles ou des stratégies préventives. Voici trois exemples de travaux qui tentent d'aller au-devant des problèmes.

Par Renaud Manuguerra-Gagné

DIFFUSER LA CONNAISSANCE

Anticiper les crises pour mieux les gérer : la formule paraît évidente et, pourtant, le Québec est encore loin de l'appliquer, selon **Lily Lessard**, professeure en sciences infirmières à l'Université du Québec à Rimouski (UQAR).

« Lorsque survient une catastrophe, on est souvent en mode : "on se relève les manches et ça va passer". Que ce soit avec les inondations, les vagues de chaleur ou même une pandémie, c'est encore beaucoup ce qu'on voit », déplore celle qui est aussi titulaire de la Chaire interdisciplinaire sur la santé

et les services sociaux pour les populations rurales.

Il est facile de se mobiliser lorsqu'on constate les effets directs d'une catastrophe. Mais qu'arrive-t-il aux victimes une fois que l'attention du public et des médias se détourne ?

« Les crises ont énormément d'effets à retardement sur la santé, poursuit la chercheuse. Elles induisent un grand stress qui perdure, car il y a des conséquences économiques, d'assurabilité, ou des déplacements forcés. »

Mieux faire face à ces conséquences ou même tenter de les éviter nécessite une approche préventive, mais aussi davantage de résilience des individus, des collectivités et des systèmes de gestion.

Pour changer les façons de faire, Lily Lessard a participé à la mise en place en avril 2023 du Réseau Prévention, recherche, réponses et résilience face aux crises affectant la santé (PR3CRISA).

« Durant la pandémie de COVID-19, on a réalisé qu'on avait peu d'outils pour permettre la discussion entre le milieu de la recherche et les décideurs », explique la codirectrice du réseau.

PR3CRISA vise justement à fluidifier le dialogue, en dotant le Québec d'un réseau de recherche dont l'objectif est d'utiliser les réflexions et les connaissances des scientifiques pour outiller ceux et celles qui gèrent les crises.

« PR3CRISA regroupe plusieurs établissements de recherche et contribuera à identifier les menaces émergentes susceptibles de déclencher des crises touchant la santé humaine, animale et environnementale. Notre but est d'établir des liens de confiance avec les dirigeants en amont, de mieux mettre en valeur les recherches et surtout d'identifier clairement les experts. »

Le réseau gère déjà une première situation inquiétante : celle de la grippe aviaire, qui touche des troupeaux bovins au Canada et aux États-Unis depuis le printemps 2024. « Ce n'est pas encore une crise et il se peut que cela reste ainsi, souligne Lily Lessard, mais on est à

l'œuvre pour trouver comment mieux documenter ce qui se passe et répondre aux questions des décideurs ! »

MESURER L'ACTIVITÉ HUMAINE

Il n'y a pas que la transmission d'information qui permet de mieux gérer les crises. La façon dont on analyse et présente cette information est aussi un défi. « Plus on regarde à grande échelle, plus on doit combiner des données complexes et variées », explique **Annie Levasseur**, professeure à l'École de technologie supérieure (ÉTS) et titulaire de la Chaire de recherche du Canada sur la mesure de l'impact des activités humaines sur les changements climatiques.

Comment faire en sorte que ces données soient comprises et puissent déclencher des changements de comportements ? Pour rendre les données accessibles, Annie Levasseur développe entre autres des outils pour illustrer notre impact sur le climat.

Elle travaille notamment sur une carte des émissions urbaines de gaz à effet de serre. L'outil, qui se concentre présentement sur la ville de Montréal, en est à ses balbutiements et ne sera pas disponible avant quelques années. Mais une fois parachevé, il permettra de visualiser les émissions de carbone issues des routes, des bâtiments ou des industries d'une municipalité, ainsi que leur variation au jour le jour. « Ça a beaucoup de potentiel pour montrer l'effet de différents changements, pour aider le public à comprendre », explique-t-elle. Un tel outil permettrait aussi de voir les effets sur le terrain d'initiatives très ciblées et localisées.

Bien sûr, ce type d'outil fonctionne avec de grandes quantités de données et, malheureusement, ce ne sont pas toutes les régions qui ont accès à de telles informations. « Certains pays ou régions ne peuvent se procurer ces jeux de données qu'à travers des fournisseurs commerciaux, comme les opérateurs de téléphonie cellulaire [qui peuvent suivre les déplacements des gens par exemple], souligne Annie Levasseur. De plus en

plus, les fournisseurs qui ont ces données commencent à les vendre comme des solutions technologiques et c'est extrêmement coûteux. Même si on sait qu'elles existent, on ne peut pas facilement les utiliser et on doit parfois se tourner vers des données moins précises pour continuer notre travail. »

Malgré tout, la chercheuse est persuadée que de tels outils auront le potentiel d'aider la population à mieux comprendre, accepter, voire mettre en place les mesures pour contrer la crise climatique. De quoi apaiser les tensions dans un monde de plus en plus méfiant.

OPTIMISER L'AIDE

Pour un nombre grandissant de personnes dans le monde, la seule solution pour survivre aux crises est de fuir. Or ces migrations sont devenues une crise en soi. Aider ces populations migrantes ne relève pas que de l'aide humanitaire... C'est aussi du ressort des scientifiques, estime **François Audet**, professeur au Département de management de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) et spécialiste en crises et interventions humanitaires.

« Les organisations humanitaires ont des accès privilégiés aux lignes de front, explique-t-il. En collaborant avec elles, on peut voir de près les conséquences directes d'une crise. Le mariage entre la recherche et l'humanitaire est important pour les deux camps, afin de mieux répondre à des questions non résolues dans la pratique. »

Pour lui, l'étude des crises migratoires doit passer par une méthodologie plus agile, mais demande aussi aux scientifiques d'être plus pragmatiques et politiques. « Les décideurs sont bien conseillés, mais, malheureusement, on a beaucoup de difficulté à faire valoir l'investissement dans la prévention. Même la capacité scientifique à comprendre ce qui se passe est mise au défi. Notre responsabilité est donc que nos résultats soient accessibles et traduits dans les langues locales pour que les organismes locaux puissent y accéder et les utiliser rapidement. » ■



Pauvreté et préjugés : la double peine

Les préjugés ont la vie dure. Ils nourrissent la méfiance, la haine, la discrimination... Et freinent les avancées sociales. Pour sortir de cette impasse, plusieurs scientifiques travaillent sur la question de l'inclusion et de la vulnérabilité.

Zoom sur trois projets qui prônent l'ouverture.

Par Laurence Niosi

LE STIGMATE DE L'ASSISTANCE SOCIALE

Paresseuses, lâches, profiteuses... Les personnes bénéficiant de l'assistance sociale au Québec sont perçues négativement par une majorité de la population. Quelle est la nature de ces préjugés? Pour y voir clair, **Normand Landry**, professeur au Département des Sciences humaines, Lettres et Communication de l'Université TÉLUQ, a sillonné le Québec pendant deux ans et a interviewé 105 personnes assistées sociales, en plus de mener des sondages auprès de la population. Lui et ses collègues ont été surpris par la sévérité de l'opinion des Québécois et Québécoises à l'égard de cette frange de la population moins bien nantie.

« On les voit comme un groupe de personnes qui profitent sans contribuer, en particulier les personnes considérées inaptes à travailler », affirme le professeur et photographe, qui a mis sur pied une exposition qui se déplace toujours à travers le Québec intitulée *NOUS: Portraits de l'assistance sociale*.

Par exemple, les répondants et répondantes de la population générale trouvaient adéquat que l'État québécois verse aux personnes assistées sociales « aptes à l'emploi » des prestations « si faibles qu'elles ne permettent en aucun cas de sortir de la pauvreté », souligne le professeur Landry. Lors de l'étude, en 2019, les prestations mensuelles d'aide sociale d'une personne seule et considérée sans contraintes à l'emploi étaient de 669 \$ (elles sont passées à 762 \$ en 2024).

Les chemins qui mènent à l'assistance sociale sont nombreux et ne relèvent pas d'un choix, a constaté l'équipe. La situation est souvent le résultat de problèmes de santé physiques ou mentaux, ou, en seconde position, de problèmes familiaux.

Du point de vue médiatique, l'assistance sociale est « un non-enjeu », soulignent les scientifiques, qui ont publié leurs conclusions entre 2020 et 2023. En analysant des articles de presse publiés entre 2017 et 2018, ils ont relevé

qu'à peine 0,2% des médias québécois ont traité de questions liées à l'assistance sociale. Un angle mort qui « ne favorise pas la discussion » sur la question ni les mouvements de mobilisation, souligne Normand Landry, qui est aussi titulaire de la Chaire de recherche du Canada en éducation aux médias et droits humains.

« On sait que l'opinion publique a une influence sur les politiques. Tant que ces préjugés perdureront, il sera coûteux pour les personnes au pouvoir de bouger sur ces questions », dit-il.

L'EXCLUSION DES PERSONNES ÂGÉES

Comment des personnes âgées se retrouvent-elles subitement dans une situation de pauvreté, alors qu'elles y avaient échappé jusqu'ici? La professeure en travail social à l'Université du Québec en Outaouais (UQO) **Isabelle Marchand** s'est intéressée à la question dans le cadre d'un projet de recherche lancé en 2016. Elle a interrogé 10 hommes et 10 femmes âgés de 60 à 79 ans, avec un revenu annuel de moins de 20 000 \$, sur leur trajectoire familiale et professionnelle.

« On voulait voir quelles sont les trajectoires de ces personnes en situation de pauvreté et comprendre les points de bascule qui font qu'on arrive à la pauvreté à un certain âge », explique Isabelle Marchand.

Divorce ou séparation, problèmes de santé mentale, violence conjugale, perte d'emploi ou diagnostic de maladie... Autant de tournants qui poussent ces personnes âgées à vivre une forme d'exclusion sociale. Une spirale descendante s'ensuit. Isabelle Marchand donne l'exemple de personnes qui, après un accident de travail, occupent différents petits emplois, ce qui les précipite vers l'aide sociale, voire vers l'itinérance. Ou celui d'ouvrières qui, après une fermeture d'usine, se retrouvent à 50 ans sans emploi.

Pour elle, il est important de mobiliser les approches féministes et intersectionnelles pour comprendre les inégalités sociales et de santé. Dans le

cadre de ses recherches, elle a par exemple rencontré des personnes âgées subissant plus d'un système d'oppression, discriminées à la fois en raison de leur âge, de leur genre et de leur couleur de peau.

La chercheuse estime qu'il faut mettre en place des politiques sociales qui reposent sur autre chose que sur la responsabilisation individuelle et qui s'adressent aux personnes rendues vulnérables par les rapports de pouvoir. « Il y a des moments de vie, des contextes, qui nous rendent vulnérables, explique-t-elle. En tant que société qui se soucie du bien commun, il faut prendre en compte le fait qu'on peut tous et toutes être vulnérables. »

L'ITINÉRANCE AU FÉMININ

La violence conjugale figure parmi les motifs les plus souvent évoqués menant à la dégringolade sociale. **Catherine Flynn**, professeure au Département des sciences humaines et sociales de l'Université du Québec à Chicoutimi (UQAC), peut en témoigner: elle a travaillé sur les problèmes vécus par les femmes en situation d'itinérance qui ont subi une forme de violence.

Au cours des dernières années, la professeure et ses collègues ont rencontré 68 femmes âgées de 21 à 81 ans ayant vécu des violences et des situations d'itinérance. L'équipe a mis au jour des « trajectoires types » de passage à l'itinérance. Elle a aussi documenté les obstacles rencontrés par ces femmes dans l'accès au logement, en particulier dans certaines régions éloignées du Québec, au moment où elles quittent un contexte de violence conjugale. En raison de ces obstacles (absence de logement social, inaccessibilité du marché locatif, manque de centres d'accueil), certaines femmes se résignent à retourner dans le contexte de violence. D'autres sont contraintes de se reloger loin des centres, ce qui accentue leur précarité. Toutes sont susceptibles d'effectuer un passage vers l'itinérance.

Parce que ces femmes présentent parfois des troubles de santé mentale

et consomment parfois des substances psychoactives, elles font face à différentes formes de discrimination – liées à l'âge, au handicap ou au genre. Leurs possibilités d'hébergement sont ainsi compromises et leur crédibilité est entachée aux yeux des institutions.

« Les femmes qui se retrouvent dans mes projets de recherche sont de "mauvaises victimes", souligne la professeure Catherine Flynn. Elles sont précarisées dans le réseau d'aide ».

Certaines se sont vu retirer la garde de leur enfant par la Direction de la protection de la jeunesse. Appauvries par la perte des allocations gouvernementales pour enfants, elles voient leurs conditions de vie se détériorer. « Il y a une sorte de cercle vicieux », souligne Catherine Flynn.

Cette dernière travaille sur un autre projet sur le même thème, en phase de recrutement au moment de l'entrevue. Elle suivra bientôt un groupe de 50 femmes itinérantes qui ont tenté de fuir un contexte de violence (conjugale, sexuelle ou familiale). « On veut comprendre leur processus de sortie, ce qui les a menées à se trouver en itinérance, explique-t-elle. Dans les deux prochaines années, on souhaite voir quelles pratiques leur permettent de stabiliser leurs conditions de vie et de retrouver une vie sans violence. Voir quelles options ont fonctionné pour elles. » ■





Comprendre la radicalisation des jeunes

Dans une société où tous les sujets deviennent polarisants, certains jeunes sont séduits par la simplicité des idées radicales. Et tombent parfois dans le piège de l'extrémisme violent.

Par Laurence Niosi

En dépit des messages de lutte contre l'intimidation, on assiste à une augmentation vertigineuse des crimes haineux sur des enfants et des jeunes (+198 % entre 2019 et 2022, selon Statistique Canada) et à une misogynie croissante dans les écoles... Ces actes sont les reflets d'une polarisation plus globale de la société. Ils relèvent parfois d'une véritable radicalisation, soit « un processus selon lequel

des personnes adoptent un système de croyances [...] en vue de faire triompher une idéologie, un projet politique ou une cause comme moyen de transformation sociale », selon la définition donnée par le Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence.

La professeure au Département de psychologie de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) **Ghayda Hassan** s'intéresse au sujet depuis de

nombreuses années. Elle a notamment travaillé sur un projet longitudinal mené dans huit cégeps et dirigé par Cécile Rousseau, professeure au Département de psychiatrie de l'Université McGill.

Le projet est né dans la foulée du départ de plusieurs jeunes vers la Syrie, à partir de 2014, pour rejoindre les rangs du groupe État islamique. Mais les jeunes ne sont pas ciblés que par des groupes extrémistes religieux, souligne Ghayda Hassan. « Aujourd'hui, on voit des groupes d'extrême droite, de suprémacistes blancs, des influenceurs comme Andrew Tate, qui visent les jeunes dans les écoles », fait-elle remarquer.

Ce projet, dont les données continuent d'être analysées, a permis de constater que le contenu violent et les recruteurs atteignent et ciblent en effet des publics de plus en plus jeunes, influençables. Si les recherches indiquent qu'aucun profil ni aucune trajectoire type ne sont associés à la radicalisation, « la justification de la violence est corrélée à la présence de symptômes dépressifs et anxieux et aux expériences de discrimination. Plus la personne a vécu de la discrimination, plus elle justifie la violence dont elle fait preuve », souligne la psychologue clinicienne, fondatrice et directrice du Réseau des praticiens canadiens pour la prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent.

Autre constat : il y a une corrélation négative entre religiosité et justification de la violence. Contrairement à certaines idées reçues, les jeunes qui disent avoir la foi ou font preuve d'une plus grande religiosité, ou encore ceux qui ont un réseau social dense, sont ceux qui défendent le moins le recours à la violence.

Pour Ghayda Hassan, il est important de connaître les déterminants de la radicalisation pour mettre en place des politiques de prévention. Des mesures qui touchent autant l'ensemble de la population, en améliorant les conditions de vie et l'accès à l'emploi par exemple, que les populations à risque, au moyen d'activités d'insertion sociale. ■

Grandir heureux et trouver sa place

Les dernières années furent éprouvantes pour la santé mentale des jeunes. L'ouverture à l'autre et l'activité physique sont-elles des solutions ?

Par André Lavoie

« Comment penser qu'une personne ira bien si on se concentre toujours sur ses difficultés ? » lance **Kristel Tardif-Grenier** à propos du regard souvent négatif posé sur le monde de l'adolescence. Inquiète de la santé mentale des jeunes lors de la pandémie, la professeure au Département de psychoéducation et de psychologie de l'Université du Québec en Outaouais (UQO) a cherché des solutions du côté du développement positif, une approche basée sur la confiance en soi, le désir de contribuer à sa communauté et au monde, et l'affirmation de ses valeurs personnelles.

Tegwen Gadais prône lui aussi une approche holistique pour garantir le bien-être des jeunes. Le professeur au Département des sciences de l'activité physique de l'UQAM a plus d'une fois interpellé les autorités politiques et de santé publique sur l'importance pour les enfants de bouger, et pas seulement en contexte pandémique. « L'école est trop compartimentée, déplore le chercheur, alors qu'elle devrait s'organiser autour du développement global des jeunes. En ce moment, il y a les cours de français et de mathématiques d'un côté et les cours d'éducation physique de l'autre. » Et ces derniers obtiennent



trop souvent, selon lui, la portion congrue du quotidien des élèves.

Il pense que la solution ne réside pas dans un nouvel aménagement des horaires, mais plutôt dans l'environnement scolaire. « Les jeunes ne marchent plus pour aller à l'école, déplore-t-il. Restreindre le stationnement pour inciter à la marche ou au vélo diminuerait la sédentarité et ses nombreux méfaits. »

Convaincu des vertus du collectif, Tegwen Gadais tente aussi de déterminer si les activités artistiques en groupe, ici et ailleurs, comme à Madagascar, apportent autant que le sport et développent le sentiment d'appartenance et une meilleure estime personnelle. « Il faut tenir compte des sensibilités de chacun et chacune : bien des gens n'aimeront jamais le sport ou le camping. Le plein air, c'est magique... mais pas pour tout le monde ! »

Favoriser l'activité sous toutes ses formes pour le bien-être des jeunes revient à tous. Pas seulement au personnel scolaire et aux parents ! Kristel



Tegwen Gadais

Tardif-Grenier se penche sur les bienfaits des « adultes significatifs non parentaux », par exemple les entraîneuses et entraîneurs sportifs. « On a tendance à croire que les adolescents privilégient les relations avec les gens de leur âge, mais plusieurs recherchent du soutien chez les adultes, parfois même auprès d'amis de leurs parents. Pour un jeune issu de l'immigration ou vivant dans un milieu défavorisé, la présence d'un entraîneur peut faire toute la différence en lui permettant de tisser des liens que la famille ne peut pas toujours offrir. »

Or la sensibilité des jeunes est particulièrement exacerbée depuis quelques années, constate Kristel Tardif-Grenier. « Plusieurs intervenants évoquent une hausse de la violence et de l'intimidation. Les jeunes ont plus de difficultés à interagir avec les autres, à faire preuve d'empathie. C'est pourquoi je m'intéresse aussi aux relations intergénérationnelles : on ne les valorise pas suffisamment, alors qu'elles apportent beaucoup de bienfaits, dont un regard plus positif sur la jeunesse. » ■



Kristel Tardif-Grenier

Se parler malgré les différences

Comment les champs de la linguistique, de la communication et de l'éthique peuvent-ils contribuer à rétablir le dialogue dans l'espace public ?

Par **Sophie Mangado**

Discours de haine, polarisation, insultes... Les réseaux sociaux amplifient les tensions au sein de la population. Pour mieux comprendre ce qui altère le dialogue et, du même coup, le lien social, trois

spécialistes de l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR) se penchent sur la question depuis trois perspectives, mais non sans résonances.

Geneviève Bernard Barbeau, professeure au Département de lettres et

communication sociale, s'intéresse à la part langagière du conflit social. « Parler, c'est une action. Cet acte, en apparence très banal, peut être moteur de construction, mais aussi de destruction du lien social. » Pour la titulaire de la Chaire de recherche UQTR junior sur le discours et la construction du lien social, le fossé tenu entre discours et actes est parfois vite franchi, ce qui risque de provoquer violence et malveillance.

Pour que le dialogue puisse édifier plutôt que détruire, **Jo Mulamba Katambwe**, professeur-chercheur au Département de lettres et communication sociale, soutient toutefois qu'il est vain de « chercher à éliminer les rapports de force [au sein de la discussion], parce que ce qui fait la communication, ce sont justement des rapports de pouvoir. Ceux-ci existent parce que les



participants sont déterminés par les spécificités intrinsèques à leur identité ».

RECONNAÎTRE LES DIFFÉRENCES

À la place, il faut accepter dès le départ l'existence d'asymétries entre les parties, et même leur nécessité. On doit « admettre d'emblée la divergence et la diversité d'opinions, mais aussi les reconnaître, les affirmer et les respecter, ainsi que reconnaître l'autre comme utile à ce que nous faisons ensemble, peu importe nos différences. Cette posture mène inévitablement à unir et à rassembler les différences, de façon à s'élever vers un point de vue global ». Sinon, on demeure constamment « dans des luttes, où chacun tente avant tout de faire reconnaître son identité, ce qui le définit », ajoute le chercheur.

C'est cette perspective qu'il applique dans son travail en cours sur les Conférences des parties (COP) des Nations unies sur les changements climatiques. En analysant la façon dont les États membres dialoguent, il étudie ce qui a une influence sur nos actions face aux changements climatiques. « Je cherche à comprendre la façon dont les participants s'arrangent pour faire avancer – ou pas – la situation, à partir de leur façon de communiquer. » Il aspire ainsi à distinguer ce qui permet des avancées de ce qui les bloque.

L'EMPATHIE À BON ESCIENT

Reconnaître les divergences, « ça implique simplement le respect de l'autre », affirme **Naïma Hamrouni**, professeure d'éthique appliquée, de philosophie politique et féministe au Département de philosophie et des arts. Celle qui étudie différentes formes d'empathie observe que ce terme est galvaudé. « On s'imagine qu'être empathique, c'est être d'accord – voire souffrir – avec l'autre. Or, l'empathie ne requiert pas d'adhérer à la posture de l'autre, mais plutôt de le considérer

comme un égal, aussi différent soit-il, explique-t-elle. C'est incontournable si on espère réparer le lien social qui s'effrite dans les conditions de polarisation des dernières années. »

Avec **Véronique Pronovost**, docteurante en sociologie et en études féministes à l'Université du Québec à Montréal (UQAM) qui travaille sur le mouvement antiavortement aux États-Unis et au Québec, Naïma Hamrouni s'intéresse à l'empathie critique envers les personnes avec qui on est en désaccord. Autrement dit, apprendre à reconnaître les émotions suscitées par un débat, prendre une distance critique par rapport à elles et mesurer leur effet sur nos interprétations, nos jugements et nos conclusions. Une démarche qu'elle croit porteuse « pour réfléchir plus largement au rôle de l'empathie dans le débat public ».

À l'opposé du spectre, Geneviève Bernard Barbeau s'est penchée sur le mépris, une attitude moins étudiée que les affrontements plus directs, comme les insultes ou les menaces.

Dans une conversation, le fait de dévaluer l'autre est particulièrement destructeur. Selon elle, « l'absence de reconnaissance d'autrui se retrouve dans les dynamiques de violence verbale et de dénigrement. Une absence de reconnaissance qui se répercute sur le lien social. Cela dit, en travaillant sur la destruction [du lien social], forcément, on identifie aussi ce qui le construit ».

LES AFFECTS EN JEU

De plus, « il y a une dimension affective qui peut expliquer la véhémence de propos, notamment sur les réseaux sociaux, entourant des questions de société délicates, affirme Naïma Hamrouni. La qualité du dialogue ne dépend pas seulement de notre capacité à contrer l'ignorance. Une bonne partie des résistances comporte une dimension affective importante ».

La titulaire de la Chaire de recherche du Canada en éthique féministe sur la



vulnérabilité et les injustices structurelles estime que, « bien souvent, les gens ne se laissent pas convaincre seulement par la qualité rationnelle d'un argumentaire, mais aussi par la résonance du propos avec leurs affects ». S'intéresser aux affects nous invite à ne pas nous refermer sur notre position, notre identité ». Et à « Désapprendre notre ignorance », ainsi qu'elle titre son essai publié en 2024 dans le recueil *Ce que savoir veut dire*.

En tant que membre du Groupe de recherche autour des discours de haine (groupe Draine), Geneviève Bernard Barbeau s'attarde à la haine verbale, à son fonctionnement et à ses effets, mais aussi aux contre-discours et aux discours alternatifs qui peuvent y apporter une réponse. Mais pour que les idées atteignent les gens non initiés, encore faut-il « sortir des murs de l'université », avance-t-elle. La chercheuse a ainsi vulgarisé des notions clés en collaborant à l'ouvrage *Discours de haine et de radicalisation*. Chose certaine, le dialogue est un art complexe. Et si les mots sont « des pistolets chargés », comme le disait Jean-Paul Sartre, ils ont aussi la capacité de panser des plaies. ■



Restaurer la confiance politique

Le cynisme en politique est-il une figure imposée? Pour restaurer la confiance et faire en sorte que nos élus puissent donner le meilleur d'eux-mêmes, des solutions sont à portée de main.

Par **André Lavoie**

Sur l'échelle de la confiance, les politiciens et politiciennes ne grimpent pas haut... La population québécoise les place entre les vendeurs d'automobiles et les avocats. Cette méfiance prend sa source dans plusieurs scandales de corruption, souvent amplifiés, voire déformés, sur les réseaux sociaux, où les fausses nouvelles circulent plus vite que les informations vérifiées.

Pour **Stéphane Paquin**, professeur titulaire à l'École nationale d'administration publique (ENAP), qui scrute à la fois les politiques publiques du Québec et du Canada, la diplomatie et les négociations commerciales internationales, les solutions pour rétablir la confiance sont à portée de main. D'abord, estime-t-il, il faut des élus bien formés pour faire face à leurs nouvelles fonctions. Ensuite, il faut les sensibiliser aux meilleures pratiques d'ici et d'ailleurs – ailleurs étant, sans trop de surprise, les pays scandinaves.

Si ces modèles fascinent aussi bien à gauche qu'à droite, on les regarde parfois de façon un peu naïve, souligne le représentant de l'ENAP et de l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR), titulaire de la Chaire Jarislowsky sur la confiance et le leadership politique. Plusieurs sont béats d'admiration devant le formidable système de santé de la Suède ou de la Norvège, oubliant leur taux d'imposition élevé. D'autres s'émerveillent de la quasi-absence de corruption, ignorant que les politiciens et politiciennes sont légalement soumis à une transparence absolue sur leurs revenus et leurs dépenses.

« J'ai déjà eu des discussions avec des ministres québécois à ce sujet, se souvient Stéphane Paquin. Ils étaient convaincus que ce système de transparence alimenterait les dénonciations de citoyens. L'exemple de la Suède nous prouve le contraire : cela a un effet dissuasif. Dans ce pays, l'État recrute

également le personnel politique ; un député ne peut embaucher un ami ou un membre de sa famille. » Stéphane Paquin rappelle qu'au moment où Paul Martin était premier ministre du Canada (2003-2006), il avait obligé les fonctionnaires et les hauts fonctionnaires à publier leurs notes de dépenses. « Des restaurants d'Ottawa avaient alors fermé leurs portes », souligne le chercheur.

Adopter de meilleures pratiques augmenterait certainement le niveau de confiance de la population à l'égard des élus... et ceux-ci ne récolteraient pas une volée de bois vert chaque fois qu'ils évoquent une quelconque hausse de taxes. « Au Québec, après tous les scandales des 20 dernières années, la population est convaincue que l'argent public sert surtout à des entreprises corrompues. Quand la confiance s'effrite, la démocratie en est grandement affectée. »

Or, la vocation politique existe encore... « Avec mes collègues d'autres universités canadiennes, nous développons des formations pour les étudiants de tous les horizons – en génie, en histoire, en droit ou en économie – qui souhaitent se lancer en politique. À Trois-Rivières, le besoin est très grand au niveau municipal pour des formations continues et intensives. Au sein de l'UQTR, plusieurs personnes ont levé la main pour les bonifier et ainsi mieux outiller les élus. » La démocratie québécoise ne s'en portera que mieux. ■



Stéphane Paquin